## CRISE AU MALI

# L'Algérie se reconnaît dans la résolution du Conseil de sécurité

***Comme pour la première résolution qui recommandait un plan détaillé de l'intervention militaire au Mali, l'Algérie se reconnaît dans les termes de la Résolution 2085, adoptée jeudi dernier par le Conseil de sécurité de l'ONU et à travers laquelle il a autorisé le déploiement de la force africaine. Cette position algérienne a été exprimée dimanche par le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani.***

Photo : DR.

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - L'Algérie, qui vient de parrainer la signature, vendredi, à Alger, d'un accord de partenariat entre les deux mouvements rebelles touareg, Ansar Dine, islamiste radical, et le MNLA, indépendantiste laïque, estime que la résolution reproduit son approche quant à la solution de la crise malienne.

«Cette résolution valide l'approche globale que nous avons développée depuis le début de la crise malienne, c'est-à-dire la nécessité d'apporter une réponse multiple à une crise multidimensionnelle pour traiter à la fois les aspects politique, humanitaire et sécuritaire de cette crise», a déclaré Belani à l'APS, ajoutant que la résolution «réaffirme les éléments fondamentaux d'une sortie de crise».

Les fondamentaux que le porte-parole du ministère des Affaires étrangères évoque se rapportent à la centralité des Maliens et à leur leadership dans la recherche de la solution à la crise. Mais ce qui a plu également à l'Algérie dans cette résolution est incontestablement le référent explicite aux deux groupes terroristes sévissant dans le Nord-Mali, l'Aqmi et le Mujao, comme constituant une véritable menace pour la région du Sahel. Pour l'Algérie, la résolution ne saborde d'aucune manière le processus de négociation entre Maliens auparavant ébauché mais demeuré toujours au point mort. Aussi réitère-t-elle, a indiqué Belani, «sa volonté de poursuivre ses efforts pour aider à réunir les conditions d'une négociation inclusive et crédible entre les Maliens, ainsi que son assistance humanitaire et sa contribution au renforcement des capacités nationales du Mali». S'expliquant sur l'intervention militaire, désormais autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU, Belani a précisé la position algérienne. «L'Algérie estime que toute opération militaire au Mali doit cibler les groupes terroristes et ceux liés au crime organisé, clairement identifiés par la présente résolution du Conseil de sécurité et répondre aux conditions de succès en termes de planification, de mobilisation des moyens, d'expertise et de prévention de cette action sur la population civile.»

### Bamako toujours indécise

Le Conseil de sécurité de l'ONU a préconisé, dans sa dernière résolution sur le Mali, d'accorder le privilège à la solution politique. Ce qu'a d'ailleurs noté Belani qui a relevé que ledit Conseil a réservé une place majeure à la solution par la voie du dialogue inclusif et une négociation «crédible» entre le gouvernement malien et les mouvements rebelles qui respectent le principe de l'intégrité territoriale du Mali et qui se démarquent des groupes terroristes.

Les mouvements rebelles Ansar Dine et le MNLA ont affiché toute leur disponibilité pour une solution politique négociée. Ils l'ont fait communément depuis Alger, plaçant du coup la balle dans le camp des autorités de transition maliennes qui, elles, ne semblent aucunement portées sur une accélération du processus.

La conférence nationale du dialogue devait initialement être organisée fin novembre. Elle a été reportée sine die une première fois, avant que la déposition du Premier ministre par les hommes du capitaine Sanogo ne vienne la repousser encore à une date indéterminée. Des tergiversations qui ne sont pas pour éviter l'intervention militaire à laquelle la Cédéao s'est préparée depuis plusieurs mois. Il pèse sur les autorités maliennes comme un soupçon d'obstruer la voie du dialogue dans le but d'ajouter à la probabilité de l'intervention armée.

Une intervention, au demeurant, réclamée par Bamako fort assurément guidée vers cette voie par les va-t-en-guerre occidentaux. Les accords d'Alger entre Ansar Dine et le MNLA se veulent être un appel à Bamako pour hâter le processus de dialogue.

**S. A. I.**

## LES ISLAMISTES ANNONCENT LEUR VICTOIRE AU RÉFÉRENDUM SUR LA CONSTITUTION EN ÉGYPTE

# Le passage en force des Frères musulmans

***L'Egypte est plus que jamais à la croisée des chemins. Hier, les Frères musulmans, qui dirigent désormais le pays, ont accompli la deuxième phase du passage en force pour imposer une nouvelle constitution inspirée de la Charia. Le parti au pouvoir, le Parti pour la liberté et la justice, branche politique de la confrérie, et la presse gouvernementale de la même obédience ont annoncé, hier, une large victoire du «oui» au référendum sur la Constitution.***

Photo : Samir Sid.

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** La deuxième phase de ce vote tenue samedi dernier dans dix-sept gouvernorats a ainsi conforté les résultats de la première phase du 15 décembre dernier. L'annonce des résultats officiels est, certes, attendue pour aujourd'hui lundi.

Mais d'ores et déjà, le parti de Mohamed Morsi et sa presse annoncent 64% de suffrages favorables à la nouvelle Constitution, avec un taux de participation estimé à 31%. Le PLJ se permet même de commenter la victoire anticipée : «Le peuple égyptien continue sa marche vers la finalisation de la construction d'un Etat démocratique moderne après avoir tourné la page de l'oppression.» Ce à quoi réplique l'opposition laïque, fédérée dans le Front du salut national, par le rejet pur et simple de ses résultats «qui sont dus à la fraude, aux violences et aux irrégularités», a expliqué l'un de ses dirigeants lors d'une conférence de presse.

Une opposition qui annonce sa décision consistant à faire appel et de saisir la haute commission chargée de superviser le référendum. Un référendum qui divise l'Egypte comme jamais et dont le processus connaît des pics dangereux d'affrontements de rue, entre les deux camps dont les plus sanglants, début décembre, avaient fait 8 morts.

La confrontation risque de connaître une dangereuse escalade avec cet entêtement du président Morsi et de ses troupes islamistes à mener l'opération jusqu'au bout, en dépit du rejet violent exprimé par l'autre moitié du pays, de la démission du procureur général de l'Egypte, imité par le vice-président et la détermination du Front du salut national à la faire avorter.

Selon le FNS, le texte constitutionnel controversé est «restrictif, répressif et ne respecte pas la diversité de l'Egypte». Ce qui est tout à fait vrai, du reste. Faisant de la duplicité dans le discours et la propension à la traîtrise leur seconde doctrine, depuis l'émergence de leur mouvement en 1928, dans la ville d'Ismaïlia, le mouvement des Frères musulmans de Hassan El Bana, le plus ancien, le plus structuré et le plus dangereux de tous les mouvements islamistes, est en train d'accomplir, en cette fin 2012, ce qu'il a toujours fait : abattre définitivement l'opposition laïque avec laquelle il s'était un moment allié après la chute de Moubarak, exactement de la même manière avec laquelle il s'était allié avec l'armée qu'il laminera par la suite, et, auparavant encore avec Moubarak contre la gauche, Sous Anouar Sadat, les Frères avaient scellé une alliance avec le «Raïs» contre l'extrême gauche et les communistes, avant de l'assassiner en 1981. Ils avaient également soutenu Gamal Abdenasser contre le roi Farouk en 1952.

C'était la tentative d'assassinat ratée contre Abdenasser qui leur a valu la plus grande vague de répression de leur histoire, 20 000 d'entre eux finiront en prison et leur leader, Said Kotb, condamné à mort et exécuté.

C'est dire à qui les démocrates égyptiens ont réellement affaire. Des islamistes foncièrement fanatiques et qui, en plus, agissent pour la première fois de leur histoire en position de force !

**K. A.**